

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CLXXVI.

---

*Du Dimanche 3 Janvier 1790.*

LE commencement de la séance a été consacré à la réception des dons patriotiques. Les députés de la ville de Beauvais, auxquels l'assemblée a permis d'y assister, ont offert 188 marcs d'argent. Le chapitre de la cathédrale y a contribué pour 120 marcs.

Le district des Capucins de la chaussée d'Antin a offert quatre-vingt-dix paires de boucles d'argent & quelques bijoux.

M. Lavie a présenté un don fait par vingt-sept communautés du bailliage de Thaun, réunies sous la présidence de M. Monin, & en présence d'une grande partie de leurs pasteurs. Ce don consiste dans le produit des impositions des privilégiés pour les six derniers mois de 1789, montant à la somme de 20,000 livres.

Il y a une émulation de patriotisme entre tous les districts de Paris. Outre l'offrande de celui de la chaussée d'Antin, d'autres députés de celui de Saint-Germain-l'Auxerrois ont porté 73 marcs d'argent, & une once un gros & demi d'or.

Les représentans de la commune de Nancy sont venus dans la même séance, offrir les témoignages de leur dévouement & de leur générosité. Ils ont apporté

*Tome V.*

Cc



90 marcs d'argent. « Ils sont venus, ont-ils dit, moins pour offrir ce foible don, que pour être témoins des nobles travaux de l'assemblée, & pour présenter les hommages d'une ville distinguée par son attachement pour ses princes, & qui en a un bien plus grand encore pour la patrie.

» Le nouveau régime qu'établit l'assemblée nationale, ont-ils ajouté, peut faire éprouver quelques pertes à la ville de Nancy. Elle est assurée que vous les diminuerez autant que le permettra l'intérêt général, & que votre sollicitude, qui s'étend sur toutes les parties de l'empire en soulageant les habitans des campagnes, & bien loin d'oublier ceux des villes, & principalement de celles qui, privilégiées dans l'ancien ordre des choses, ont fait de plus grands sacrifices à la patrie. »

M. le président, en permettant à ces députés d'assister à la séance, leur a répondu :

« Les généreux sacrifices qui se multiplient à la veille de cette contribution patriotique, dont le salut de l'état a fait une loi impérieuse, sont bien propres à adoucir les pénibles travaux de l'assemblée nationale; son zèle pour le bonheur général est assez connu : il est non moins évident que ses soins répandront par-tout l'aisance & la liberté; elle voudroit qu'il lui fût possible de se rendre au vœu particulier de toutes les villes de la France. Les intérêts de celle de Nancy seront pris en considération; elle reçoit avec satisfaction vos hommages, vos vœux & votre offrande patriotique.

M. de la Villette, député du Bourbonnois, a offert un don patriotique de la ville d'Ygrande; il consiste dans le produit de l'impôt des ci-devant privilégiés, se portant à 629 livres dans la soumission de payer pendant trois années le montant de la corvée seigneuriale, faisant un objet de 750 liv. & dans une contribution de 2869 liv.

M. Treillard ayant fait lecture du procès-verbal de jeudi; M. l'évêque de Clermont a demandé que la lettre de M. de Crancei n'y fût pas insérée.



M. Rabaud de Saint-Etienne ayant demandé la parole ;  
a dit :

» L'assemblée, justement alarmée des bruit infidieux qui se sont répandus chez les militaires, au sujet des expressions de M. de Crancei, dans son opinion sur le recrutement de l'armée, ayant à cœur de témoigner aux braves officiers & soldats les sentimens de confiance & d'estime dont elle est remplie pour des soldats citoyens, doit décréter, que non-seulement la lettre de M. Dubois de Crancei sera insérée dans le procès-verbal, mais qu'elle sera encore envoyée à tous les officiers municipaux des villes où il y a garnison, avec injonction de la communiquer au nom de l'assemblée, aux bas officiers & soldats des régimens, soit en leur faisant lire cette lettre à la parade, soit en la communiquant aux soldats dans les chambrées. »

« Nous avons été témoins, a dit M. Dailli, de l'acharnement avec lequel on a voulu faire lire la lettre du régiment d'Auvergne ; il faut donc donner à la justification, une publicité égale à celle de l'accusation. »

On est allé aux voix, & l'on a décrété que la lettre de M. de Crancei demeureroit dans le procès-verbal.

M. Duport a ajouté qu'il falloit calmer l'inquiétude naissante de l'armée, & charger M. le président d'écrire une lettre à tous les régimens, pour exprimer les sentimens de l'assemblée à leur égard.

M. Duhart demandoit qu'on envoyât en même temps le discours de M. de Crancei.

« Je demande, a dit M. Charles de Lameth, si l'intention du préopinant est que l'on trouve dans ce discours des expressions qui inculpent un de nos confrères ; nous avons le projet de calmer une fermentation dangereuse, & non de l'affliger. »

M. le vicomte de Noailles trouvoit inutile d'envoyer cette lettre aux municipalités, d'autant qu'elle contenoit un système opposé aux décrets ; il donnoit la préférence



à la motion de M. Dupont, en ajoutant que la lettre devoit être lue à la parade.

Suivant M. Nairac, c'étoit au ministre de la guerre à envoyer la lettre aux garnisons.

« La délicatesse & l'honneur, disoit M. de Liancourt, sont les vertus caractéristiques du militaire français, & les représentans de la nation doivent maintenir cet esprit. Comment peut-on douter, après cela, s'il faut faire part à l'armée des sentimens d'estime que la nation a pour elle ».

M. Biozat a dénoncé qu'on avoit écrit à tous les régimens du royaume ; & il a demandé que le comité des recherches fût chargé d'en découvrir les auteurs.

Les débats ont été longs sur cet objet. M. de Vignes vouloit renvoyer au comité militaire pour déterminer ce qu'il y avoit à faire.

M. Casales se contentoit de faire connoître à tous les régimens, par M. le président, les sentimens de l'assemblée nationale pour l'armée.

M. Fréreau croyoit indispensable de faire connoître la démarche de M. de Crancei, pour exprimer son opinion & ses véritables sentimens, en même temps que l'assemblée témoigneroit son estime à tous les régimens de l'armée ; mais il regardoit comme inutile d'envoyer la lettre dont quelques idées sont contraires aux décrets déjàendus.

M. Muguet pensoit qu'aucun membre ne pouvoit être recherché pour ses opinions que dans l'assemblée.

M. Emeri insistoit pour qu'on délibérât sur l'amendement de M. Biozat, tendant à rechercher ceux qui, pour soulever l'armée, avoient altéré le sens d'un mot employé par M. de Crancei, & qui répandoient des bruits contraires à la paix publique.

Enfin, tous les débats se sont réduits à ce que M. le président écrivit à l'armée française.

On est allé aux voix sur l'amendement de M. Fréreau,



qui a été rejetée, & il a été décrété que M. le président fera chargé d'écrire une lettre à tous les régimens de l'armée ; que cette lettre exprimera les sentimens de l'assemblée nationale à son égard, & sera lue à la tête de chaque corps.

Après que cette affaire a été terminée, M. le président a rendu compte du discours qu'il avoit prononcé à la tête de la députation reçue chez le roi & la reine le 31 décembre, & des réponses qui lui ont été faites.

Voici son discours au roi :

A U R O I.

S I R E,

» L'assemblée nationale vient offrir à votre majesté le tribut d'amour & de respect qu'elle lui offrira dans tous les temps ; le restaurateur de la liberté publique, le roi qui, dans des circonstances difficiles, n'a écouté que son amour pour la fidelle nation dont il est le chef, mérite tous nos hommages, & nous les présentons avec un dévouement parfait.

» Les sollicitudes paternelles de votre majesté auront un terme prochain, les représentans dans la nation osent l'en assurer. Cette considération ajoute au zèle qu'ils mettent dans leurs travaux : pour se consoler des peines de leur longue carrière, ils songent à ces heureux jours, où paroissant en corps devant un prince ami du peuple, ils lui présenteront un recueil des loix calculées pour son bonheur & pour celui de tous les Français ; où leur tendresse respectueuse suppliera un roi chéri d'oublier les désordres d'une époque orageuse, de ne plus se souvenir que de la prospérité & du contentement qu'il aura répandu sur le plus beau royaume de l'Europe ; où votre majesté reconnoitra par l'expérience, que sur le trône, ainsi que dans les rangs les plus obscurs, les mouvemens d'un cœur généreux sont la source des véritables plaisirs. Alors

C c 2



on connoitra toute la loyauté des Français ; alors on sera bien convaincu qu'ils abhorrent & savent réprimer la licence ; qu'au moment où leur énergie a causé des alarmes , ils ne vouloient qu'affermir l'autorité légitime , & que si la liberté est devenue pour eux un bien nécessaire , ils la méritent par leur respect pour les loix & pour le vertueux monarque qui doit les maintenir.

*Réponse du roi.*

Je suis fort sensible aux nouveaux témoignages d'affection que vous me présentés au nom de l'assemblée nationale ; je ne veux que le bonheur de mes , sujets & j'espère, comme vous , que l'année que nous allons commencer fera pour toute la France une époque de bonheur & de prospérité ».

A L A R E I N E.

M A D A M E ,

» Le tribut de respect que viennent offrir les représentans de la nation n'est plus un vain cérémonial. Vous partagez la gloire & les inquiétudes d'un roi , dont les vertus sont chéries dans les deux mondes ; vous veillez sans cesse au bonheur d'un prince digne à jamais de l'amour de tous les François. Tous les citoyens savent avec quel soin vous élevez ces aimables enfans (1), qui nous inspirent un si grand intérêt ; & c'est au nom des François toujours sensibles & toujours fidèles , que nous vous présentons, madame, les hommages d'un respectueux dévouement. »

*La Reine a répondu.*

» Je reçois avec beaucoup de sensibilité les vœux de la députation , je vous prie d'en assurer tous les membres de l'assemblée nationale. »

---

(1) M. le dauphin & madame royale étoient aux côtés de la reine:



L'assemblée a témoigné sa satisfaction à M. le président par des applaudissemens.

On a rendu compte de l'heureux effet qu'avoit produit à Dreux la lettre de M. le président, puisqu'après sa réception, le paiement des impôts a été continué; ce qui prouve que l'assemblée nationale, malgré la ligue secrète de toutes les aristocraties & les murmures de tant d'ennemis du bien public, n'a pas cessé un instant de posséder l'entière confiance des peuples.

Le district des cordeliers a écrit une lettre à l'assemblée, pour lui exposer sa conduite relativement à la voiture de matières d'argent qu'il avoit arrêtée. Il observe que ces métaux pourroient être travaillés à la monnoie de Paris pour occuper tous les ouvriers.

M. Nourissart a répondu que la monnoie de Paris avoit fabriqué déjà pour onz millions d'écus, pendant que les monnoies de toutes les provinces n'en avoient pas fait dans le même temps pour 500 mille livres. Il a ajouté que la vaisselle de Paris suffisoit à l'entretien de la monnoie de cette ville, & que la caisse d'escompte avoit le droit de faire fabriquer ses écus où il lui plaisoit. Il proposoit en conséquence de décréter que la circulation des métaux monnoyés, ou non monnoyés, étoit libre dans tout le royaume.

Qu'étoit-il besoin de décréter une chose déjà établie par les loix? Cependant M. Grangier appuyoit la motion de M. Nourissart, en disant « qu'il étoit d'autant plus nécessaire de protéger la circulation de l'argent dans l'intérieur du royaume, que la rareté du numéraire occasionnoit à la caisse d'escompte une dépense d'environ 8 sols par écu, étant forcée de se procurer des matières d'argent en Hollande & en Espagne ». L'assemblée a cru ne devoir rien prononcer à cet égard.

On a passé à l'ordre du jour consacré aux finances.

M. Target a demandé que la motion de M. Camus fût



reprise après qu'on auroit entendu le rapport du comité que M. de Montesquieu devoit faire,

On s'attendoit que ce rapport traiteroit de la matière des pensions ; mais le rapporteur a suivi une carrière vaste. Il s'est occupé d'un grand travail sur les finances, divisé en différentes sections. En voici le résultat.

La première partie est divisée en sept chapitres. Le premier traite de la liste civile. « Le roi, a-t-il dit, a demandé qu'une somme de vingt millions lui fût assignée pour sa maison réunie à celle de la reine. L'assemblée s'empresera sans doute de déférer à cette demande d'un roi qui lui est cher à tant de titres.

Le chapitre II traite de la maison des princes frères du roi.

Le rapporteur a dit que MONSIEUR avoit consenti à tous les sacrifices que le roi lui avoit demandés, & que M. le comte d'Artois penseroit comme lui.

Le chapitre III concerne l'administration de trois grands départemens : 1°. les affaires étrangères ; 2°. la guerre, l'artillerie, le génie, les fortifications & les maréchaussées ; 3°. la marine & les colonies.

Le chapitre IV est consacré aux pensions classées par département & suivant les sommes.

L'administration de la justice occupe le chapitre V ; l'administration intérieure fait l'objet du VI : c'est-là que le rapporteur a annoncé que la partie des ponts & chaussées devoit naturellement être remise à l'administration des départemens ; mais que les ouvrages extraordinaires, tels que les ponts sur les grandes rivières, & autres entreprises supérieures aux facultés des provinces, devoient appartenir à l'assemblée nationale, qui en feroit les fonds & en régleroit les dépenses.

Le chapitre VII roule sur l'administration des finances, « Voilà, disoit le rapporteur, sept chapitres qui renferment la totalité des dépenses dont les fonds doivent être versés



dans les caisses nationales ou d'administration. On n'y a pas compris les dépenses supprimées, telles que celles des haras, les engagements à terme avec le clergé, l'emploi en actions de bienfaisance, les dépenses des maisons religieuses, les dépenses des plantations dans les forêts & curemens des rivières, »

La deuxième partie du rapport présentait les dépenses à faire dans les administrations de département. Les voici :

1°. Dépenses des assemblées primaires, de district & de département.

2°. Dépenses des tribunaux de département, de district & de canton.

3°. Levée des impositions, frais de perception & de remise au trésor public.

4°. Dépenses d'administration des cantons, districts & départemens.

5°. Dépenses des milices nationales.

6°. Dépenses des chemins & des objets qui y sont relatifs.

7°. Travaux de charité.

8°. Destruction de la mendicité.

9°. Caisse pour les épidémies & calamités locales.

10°. Garde & police des villes.

11°. Construction & entretien des bâtimens publics.

M. de Montesquieu a annoncé ensuite que l'impôt étoit l'objet des méditations actuelles, & qu'il présentait trois bases : les consommations, la contribution territoriale, & la taxe personnelle.

« Les droits sur les consommations, a-t-il dit, ont le grand avantage d'une liberté apparente, puisque chacun est le maître d'user ou de ne pas user de l'objet imposé; ils ont encore celui de se rapprocher des facultés du consommateur qui proportionne ordinairement ses dépenses à ses revenus; ils sont les seuls qui puissent faire contribuer les étrangers qui voyagent ou demeurent dans un pays; mais la perception est dispendieuse, & la contrebande, suite des prohibitions, nécessite un code pénal. Les principes de la liberté



civilé repoussent l'assujettissement aux visites domiciliaires.

L'impôt sur les propriétés ne peut excéder certaines limites sans détruire la propriété; les frais de culture, de semence, les entretiens de tout genre doivent en être exceptés. C'est sur le revenu net que doit porter l'imposition, & ne rien excepter de ce qui est productif; mais il ne doit frapper sur rien de ce qui est nécessaire à la reproduction.

La taxe personnelle répugne à la liberté, & en l'admettant, il semble qu'elle ne devrait porter que sur les hommes qui, ne possédant pas de territoire, ne peuvent s'acquitter autrement envers l'état. Cette taxe manque de base certaine; elle est voisine de l'arbitraire; c'est d'après ces trois bases que le comité travaille à rédiger un plan d'imposition, qu'il présentera lorsqu'on voudra déterminer la somme des besoins de l'état.

Un projet de décret a terminé ce rapport, dont on a demandé l'impression; voici le décret :

« L'assemblée nationale, considérant que rien n'est plus important à l'établissement & au maintien d'un ordre permanent dans les finances du royaume & dans la comptabilité du trésor public, que de mettre au courant les dépenses de tous les départemens, & de ne comprendre à l'avenir dans le compte de chaque année, que les dépenses effectives de l'année, considérant en outre qu'elle ne pourroit, sans s'écarter de l'esprit de justice qui l'anime, se dispenser de prendre des moyens sûrs & prompts pour constater le montant de ce qui restera dû à l'époque marquée par elle, par le nouvel ordre d'administration & de comptabilité, afin de satisfaire tout à la fois à ce que lui prescrivent l'intérêt de la nation & celui de ses créanciers légitimes, a décrété & décrète ce qui suit :

#### A R T. P R E M I E R.

« Le paiement de toutes les dépenses des départemens, autres que la solde des troupes, sera & demeurera suspendu pour tout ce qui se trouvera dû au premier janvier 1790, jusqu'après la liquidation qui va en être ordonnée ».



## A R T. I I.

« A compter du premier janvier 1790 , le trésor public acquittera exactement toutes les dépenses ordinaires de l'année courante , mois par mois , sans aucun retard , & il ne sera alloué dans les comptes de la dépense ordinaire de ladite année , que les sommes provenant de la dépense que l'assemblée nationale aura décrétées pour l'année 1790. »

## A R T. I I I.

« Il sera nommé incessamment une commission de douze membres de l'assemblée , pour procéder à la liquidation de toutes les créances dont le paiement est suspendu par l'article premier du présent décret ».

## A R T. I V.

« Les administrateurs de chaque département & les ordonnateurs de toutes les dépenses , feront remettre en conséquence , dans le délai d'un mois au plus tard , à ladite commission , l'état distingué par nature de dépenses de toutes celles qui peuvent être arriérées dans leurs différens départemens , & ledit état signé d'eux , sera certifié véritable. Les entrepreneurs & autres qui auront personnellement des titres de créance reconnus à produire , pourront se présenter devant la commission , & lui remettront leurs titres ».

## A R T. V.

N'entend l'assemblée nationale comprendre dans la suspension prononcée par le présent décret , les arrérages de rentes & pensions échues avant le premier janvier 1790 , qui continueront d'être payés dans l'ordre de leurs échéances , & dont elle se propose de rapprocher les paiemens par tous les moyens qu'elle aura en son pouvoir.

Elle excepte également de ladite suspension , les intérêts de toutes les créances auxquelles il en est dû , ainsi que les obligations contractées pour achats de grains , assignations & rescriptions sur les revenus de 1790 , & tous les frais relatifs à l'assemblée nationale.



## A R T. V I.

Le paiement de tous les arrérages sera continué, ainsi qu'il a été dit par l'article IV pour toutes les rentes & créances de l'état; mais les pensions qui cesseront après le premier janvier 1790, ne pourront être acquittées, à partir de cette époque, que d'après l'état qui en sera arrêté par l'assemblée nationale, & publié par ses ordres.

## A R T. V I I.

La commission chargée de procéder, en vertu du présent décret, à la liquidation de l'arriéré, rendra compte à l'assemblée nationale, le plus tôt qu'il lui sera possible, de la liquidation qu'elle aura faite des créances incontestables, & lui soumettra le jugement de celles susceptibles de contestation.

## A R T. V I I I.

Sur le compte qui lui sera rendu par les commissaires, l'assemblée nationale avisera aux moyens qui lui paroîtront les plus convenables & les plus justes pour acquitter les créances dont la légitimité aura été reconnue.

M. Cafalès a demandé qu'on indiquât trois jours pour les finances. M. Mauri vouloit une commission chargée d'examiner la totalité de la dette publique. M. Camus demandoit qu'on délibérât sur la motion ou sur les articles V & VI du projet de M. de Montesquieu, & M. Duport a proposé de s'occuper aussi-tôt de la liste civile.

On est allé aux voix, & on a décidé qu'on ne s'occueroit pas de la motion de M. Duport.

Le reste de la séance a été employé à l'affaire de Toulon, dont nous rendrons compte dans le numéro prochain.

## A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-quatre-vingtième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.